

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Deuxième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 8–11 novembre 2010

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.2/2010/9-C/3

22 octobre 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – PAKISTAN 20145

**Assistance alimentaire à l'appui de la sécurité
alimentaire des ménages, du redressement
accéléré, de la paix et de la stabilité sociale**

Nombre de bénéficiaires	9 510 000
Durée du projet	24 mois (1 ^{er} janvier 2011–31 décembre 2012)
Quantité de produits alimentaires fournie par le PAM	692 051 tonnes
Coût (dollars É.-U.)	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	364 295 554
Coût des transferts monétaires/bons d'alimentation pour le PAM	14 270 826
Coût total pour le PAM	621 170 995

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODB*: M. Oshidari tél.: 066513-3063

Attachée de liaison, ODB: Mme S.Izzi tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Bangkok (Asie)

RÉSUMÉ

En juillet et août 2010, le Pakistan a été frappé par les inondations les plus dévastatrices de son histoire, dont les répercussions varient d'une région à l'autre. Ainsi, dans la partie montagneuse du nord et dans certaines zones du Baloutchistan, les crues soudaines ont été particulièrement destructrices. Dans le Pendjab et le Sindh septentrional, malgré un déclenchement moins brutal, les crues ont touché des secteurs densément peuplés et cultivés. Dans le bas Sindh, où les sols étaient saturés, les répercussions risquent d'être ressenties plus longtemps. Le Gouvernement a estimé que 20 millions de personnes avaient été touchées: 1,1 million d'habitations ont été détruites ou rendues inhabitables, et 2 millions d'hectares de cultures ont été endommagés ou détruits. Il est impossible de déterminer quelle sera la situation en matière de sécurité alimentaire à plus long terme. Face à cette crise, le PAM a lancé une intervention d'urgence ciblant 7,3 millions de personnes.

Au Pakistan, l'extrémisme militant impose un lourd tribut social et financier au moment où le Gouvernement s'efforce de redynamiser les institutions démocratiques et de renforcer l'état de droit. Depuis la fin de 2008, 3 millions de personnes ont été déplacées du fait du conflit qui a éclaté dans le nord-ouest, et l'économie vacille tandis que l'insécurité porte atteinte à la confiance des investisseurs. L'instabilité économique, les coupures d'électricité et la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants ont aggravé la récession, marquée par une hausse du chômage et des taux de salaire qui n'ont pu suivre le rythme de l'inflation. Cette conjoncture a entraîné un recul de la sécurité alimentaire, tout particulièrement dans les zones frontalières. On note une corrélation géographique entre l'insécurité alimentaire extrême et d'autres formes d'insécurité.

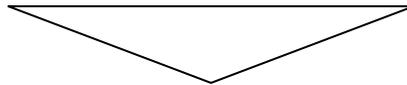
La présente intervention prolongée de secours et de redressement 200145, dont le but primordial est d'assurer la sécurité alimentaire des ménages et de concourir à la stabilité sociale, vise à:

- sauver des vies et prévenir la famine chez les personnes déplacées et les autres personnes touchées par la crise (Objectif stratégique 1 du PAM); et
- remettre sur pied les groupes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire et souffrant de malnutrition et reconstituer leurs moyens de subsistance dans un contexte d'après-crise et de transition (Objectif stratégique 3).

L'intervention appuiera les capacités du Gouvernement en matière de gestion des risques de catastrophe, notamment dans les domaines des services logistiques d'urgence et de l'évaluation des besoins alimentaires d'urgence. Elle contribue aux objectifs du Millénaire pour le développement 1 à 5 et 7, et sera mise en œuvre dans 23 districts en partenariat avec les homologues gouvernementaux, les organisations non gouvernementales et les organismes des Nations Unies. L'intervention a été conçue de manière à pouvoir être adaptée en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain et passer des secours au redressement et vice versa. Il est en outre prévu de procéder à des transferts monétaires lorsque les conditions du marché le permettront; cette formule a déjà été expérimentée avec succès.

L'intervention permettra au PAM de subvenir aux besoins alimentaires immédiats, d'appuyer le redressement à la suite de chocs multiples et de contribuer à la cohésion sociale. Elle a été conçue de manière à ce que certaines activités de redressement accéléré lancées dans le cadre de l'opération d'urgence puissent être intégrées, en attendant l'achèvement de l'évaluation des besoins liés aux dégâts conduite par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, avec l'appui de l'équipe chargée de l'initiative Unité d'action des Nations Unies au Pakistan.

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'intervention prolongée de secours et de redressement Pakistan 200145 "Assistance alimentaire à l'appui de la sécurité alimentaire des ménages, du redressement accéléré, de la paix et de la stabilité sociale" (WFP/EB.2/2010/9-C/3) qui est proposée.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

ANALYSE DE LA SITUATION ET SCÉNARIOS

Contexte

1. Le Pakistan est aux prises avec des problèmes complexes. Les besoins en matière de secours, de redressement et de remise en état sont énormes: l'économie vacille et l'extrémisme militant impose au pays un lourd tribut social et financier au moment où le Gouvernement s'efforce de redynamiser les institutions démocratiques et de renforcer l'état de droit.
2. En 2009, les opérations militaires ont entraîné le déplacement de 3 millions de personnes¹ dans la province de Khyber Pakhtunkhwa² et les zones tribales sous administration fédérale, qui comptent parmi les plus pauvres du Pakistan. Elles se sont accompagnées de dégâts aux biens et aux moyens d'existence et ont entravé la prestation des services. Si la moitié des personnes déplacées ont pu rentrer chez elles, les mouvements de population se poursuivent cependant et il faut subvenir à certains besoins alimentaires de toute urgence.
3. L'économie s'est affaiblie à mesure que l'insécurité sapait la confiance des investisseurs. L'instabilité de l'économie, les coupures d'électricité et la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants ont contribué à la récession. La sécurité alimentaire a fortement décliné, le chômage a augmenté et les salaires n'ont pas suivi le rythme de l'inflation: entre 2003 et 2009, la proportion de la population en situation d'insécurité alimentaire est passée de 38 à 49 pour cent³. Les zones tribales sous administration fédérale, le Khyber Pakhtunkhwa et le Baloutchistan ont été touchés de manière disproportionnée.
4. En juillet et août 2010, des inondations ont submergé 20 pour cent de la superficie du pays, déplaçant des millions de personnes. L'impact des inondations varie selon les régions: dans le Khyber Pakhtunkhwa et certaines zones du Baloutchistan, les crues soudaines ont été particulièrement destructrices; dans le Pendjab et le Sindh septentrional, malgré un déclenchement moins brutal, les inondations ont touché des secteurs densément peuplés et cultivés; dans le bas Sindh, où les sols étaient saturés, les inondations risquent d'avoir des répercussions sur le long terme. Le Gouvernement estime que 20 millions de personnes ont été touchées; 1,1 million d'habitations ont été détruites ou rendues inhabitables; et 2 millions d'hectares de cultures ont été endommagés ou détruits. Il est possible que de prochaines évaluations recensent de nouveaux contingents de sinistrés ayant besoin d'assistance; on ne peut prévoir quelle sera la situation en matière de sécurité alimentaire à plus long terme car on ignore dans quelle mesure les plantations ont pu être effectuées pour la campagne rabi (récolte de printemps) et comment évoluera la situation sanitaire et nutritionnelle.

¹ Autorité provinciale chargée de la reconstruction, de la remise en état et des établissements et Autorité provinciale chargée de la gestion des catastrophes. 2009

² Anciennement province de la Frontière du Nord-Ouest.

³ Direction du développement et de la coopération, Sustainable Development Policy Institute et PAM. 2009. *Food Insecurity in Pakistan* (Insécurité alimentaire au Pakistan). Disponible à l'adresse: <http://home.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp225636.pdf> (en anglais uniquement).

5. La situation est exacerbée par le creusement des disparités observé au niveau des indicateurs socio-économiques entre populations rurales et populations urbaines, et par la lenteur des progrès marqués dans la réduction de l'écart entre les sexes. Les femmes se heurtent à des difficultés particulières, notamment dans le nord-ouest où l'insécurité restreint la mobilité.
6. Le Gouvernement a pris la tête des opérations destinées à répondre aux besoins des populations touchées par les inondations, qu'il mène avec l'appui de donateurs bilatéraux, d'institutions financières internationales et d'organismes des Nations Unies. Tous l'ont aidé à élaborer des programmes visant à enrayer le déclin de l'économie et à promouvoir le développement économique, la réconciliation et la cohésion sociale. Le Fonds monétaire international a contribué à l'amorce d'une stabilisation de l'économie. Les mesures de protection sociale lancées par le Gouvernement et les interventions menées sur le plan humanitaire sont appuyées par les organismes des Nations Unies et d'autres organisations, qui sont disposés à ajuster leurs programmes de manière à subvenir aux besoins liés aux inondations.
7. En ce qui concerne la sécurité, les perspectives restent incertaines dans les zones couvertes par l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200145: les opérations militaires pourraient se poursuivre et les événements en Afghanistan pourraient avoir une incidence pour le Pakistan. Nombre de zones en situation d'insécurité alimentaire extrême ne sont ouvertes qu'au personnel essentiel des Nations Unies, qui opère dans le cadre d'un dispositif de sécurité particulièrement rigoureux. Dans les secteurs interdits d'accès, les activités ne peuvent être menées que par une entité gouvernementale ou une organisation non gouvernementale (ONG) locale.
8. Il y a une corrélation géographique manifeste entre l'insécurité alimentaire extrême et d'autres formes d'insécurité. Les personnes les plus vulnérables se trouvent dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, les zones tribales sous administration fédérale et le Baloutchistan.

Situation en matière de sécurité alimentaire et de nutrition

9. Le Pakistan produit suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir ses 170 millions d'habitants.⁴ L'insécurité alimentaire est donc surtout un problème d'accès économique des plus pauvres et des plus vulnérables à un régime alimentaire approprié et suffisamment diversifié. La malnutrition atteint des niveaux préoccupants. L'inflation à deux chiffres des prix à la consommation, le niveau élevé du chômage et la faiblesse de la croissance économique ont entraîné une réduction de 30 % du pouvoir d'achat des ménages pauvres⁵; les prix des produits alimentaires dans les zones touchées par les inondations ont augmenté de 15 à 25 pour cent⁶.
10. D'après les estimations, 82,6 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire dans 80 districts, dont 45 entrent dans la catégorie des zones où l'insécurité alimentaire est extrême: ces districts sont concentrés dans les zones tribales sous administration fédérale (68 pour cent de la population y sont en situation d'insécurité

⁴ Ministère des affaires économiques et des statistiques. 2010 Organisation chargée du recensement. Islamabad.

⁵ PAM. 2010. *Food Security Market Assessment NWFP and FATA*. (Évaluation de la sécurité alimentaire dans la province de la Frontière du Nord-Ouest et les zones tribales sous administration fédérale). Islamabad.

⁶ PAM. Pakistan Flood Impact Assessment (Évaluation des effets des inondations au Pakistan), septembre 2010. Disponible à l'adresse: http://vam.wfp.org.pk/Publication/WFP%20Pakistan%20Flood%20Impact%20Assessment_Sept%202010.pdf.

alimentaire), la province de Khyber Pakhtunkhwa (56 pour cent) et le Baloutchistan (61 pour cent)³. Les ménages exposés à l'insécurité alimentaire se caractérisent par le manque d'avoirs, des sources de revenus irrégulières et un accès limité aux services de santé. Les restrictions imposées à la mobilité des femmes nuisent à la capacité de celles-ci de travailler et d'accéder à l'éducation. Dix-neuf districts touchés par les inondations sont en situation d'insécurité alimentaire extrême, et d'autres encore pourraient basculer dans cette catégorie.

11. Les marchés des produits alimentaires et les échanges commerciaux dans les zones touchées par le conflit ont décliné en raison de la destruction de l'infrastructure de transport, d'entreposage et de commercialisation, des couvre-feux et de l'insécurité. On note une reprise des marchés au Malakand (province de Khyber Pakhtunkhwa), mais ils restent très perturbés dans les zones tribales sous administration fédérale.
12. En 2001, la prévalence au niveau national de l'émaciation chez les enfants âgés de 6 à 59 mois était de 13 pour cent, celle du retard de croissance de 37 pour cent et celle de l'insuffisance pondérale de 38 pour cent⁷. Les enquêtes en grappes à indicateurs multiples menées au niveau provincial de 2004 à 2007 dans le Pendjab, le Baloutchistan, dans les zones tribales sous administration fédérale et dans la province de Khyber Pakhtunkhwa ainsi qu'une évaluation rapide effectuée dans le Sindh avant les inondations n'ont fait apparaître aucune amélioration de la situation nutritionnelle depuis 2001. Un tiers des décès de nourrissons et d'enfants sont liés à la malnutrition, et les carences en micronutriments sont très répandues: 45 pour cent des femmes et 67 pour cent des enfants de moins de 5 ans sont anémiques, et 37 pour cent des femmes souffrent d'une carence en iode⁸.

Scénarios

13. Le cas de figure le plus probable est que des progrès seront accomplis régulièrement, entrecoupés de périodes de régression si les conditions de sécurité se détériorent ou s'il survient une catastrophe naturelle. Ces aléas sont imprévisibles, ce qui signifie que la mise en œuvre des activités devra être flexible.
14. En cas d'amélioration de la situation en matière de sécurité, le PAM devrait être en mesure de réduire la composante Secours de son assistance, accroître l'appui à la reconstitution accélérée des moyens de subsistance et concourir à l'amélioration de certains secteurs sociaux.
15. Si la situation devait au contraire se détériorer en raison d'événements survenant au Pakistan ou en Afghanistan, entraînant d'importants mouvements de population, le PAM aurait alors à renforcer l'appui qu'il offre au Gouvernement en matière de secours.

⁷ Enquête nationale sur la nutrition au Pakistan, 2001.

⁸ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF): enquêtes en grappes à indicateurs multiples dans le Pendjab (2004), le Baloutchistan (2004) et les zones tribales sous administration fédérale (2007); UNICEF, présentation au titre du module d'action groupée, 24 août 2008.

POLITIQUES, CAPACITÉS ET ACTIONS DU GOUVERNEMENT ET DES AUTRES INTERVENANTS

Politiques, capacités et actions du Gouvernement

16. Les mesures d'austérité qui pèsent lourdement sur le budget du pays entravent l'aptitude du Gouvernement à subvenir aux besoins des populations vulnérables.
17. Face aux déficits de la production vivrière enregistrés en 2008, le Gouvernement a relevé les prix d'intervention pour le blé à un niveau qui a suscité un accroissement de la production; cette mesure a toutefois eu pour conséquence de doubler le prix du blé, ce qui s'est traduit par un recul de la demande de produits alimentaires. Ces 12 derniers mois, la consommation de blé a chuté de 10 pour cent, d'où des stocks en excédent. Il est désormais prioritaire de se pencher sur la politique de subventionnement des prix du blé.
18. Le Gouvernement a certes mis en place un dispositif de protection sociale, mais la portée de celui-ci est limitée. Le programme Benazir de soutien du revenu, par exemple, apporte une assistance à jusqu'à 3,4 millions de ménages⁹; le dispositif "Sasti Roti" dans le Pendjab, qui prévoit le subventionnement du pain, cible les communautés pauvres des zones urbaines. Dans le cadre de son intervention suite aux inondations, le Gouvernement a offert à plusieurs millions de personnes une aide alimentaire immédiate, puis il a lancé un programme de transferts monétaires pour appuyer les 2 millions de personnes qui avaient subi les plus grosses pertes.

Politiques, capacités et actions des autres principaux intervenants

19. Les institutions financières internationales, les organismes des Nations Unies et les donateurs bilatéraux apportent un soutien substantiel. Le PAM a participé à une évaluation des besoins après la crise pour déterminer les facteurs de la crise dans la province de Khyber Pakhtunkhwa et dans les zones tribales sous administration fédérale et trouver des moyens d'y remédier. Il a également contribué à l'évaluation des besoins liés aux dégâts causés par les inondations, conduite par la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies.

Coordination

20. Le PAM travaille avec l'Équipe de pays des Nations Unies, pilote les modules de l'alimentation, de la logistique et des télécommunications d'urgence, participe aux modules de l'agriculture, de la nutrition et de l'éducation, et copréside le programme conjoint des Nations Unies sur la gestion des risques de catastrophe.

⁹ Gouvernement pakistanais, site Web du programme Benazir de soutien du revenu (www.bisp.gov.pk).

OBJECTIFS DE L'ASSISTANCE DU PAM

21. L'IPSR 200145 a pour but d'assurer la sécurité alimentaire des ménages et la stabilité sociale en menant des activités d'assistance alimentaire à l'appui des programmes gouvernementaux en faveur des populations vulnérables. Elle est conforme au Plan stratégique du PAM pour 2008-2013 et contribue aux objectifs du Millénaire pour le développement 1 à 5 et 7. Elle vise à:
- sauver des vies et prévenir la famine chez les personnes déplacées et les autres personnes touchées par la crise (Objectif stratégique 1); et
 - remettre sur pied les groupes vulnérables en situation d'insécurité alimentaire et souffrant de malnutrition et reconstituer leurs moyens de subsistance dans un contexte d'après crise et de transition (Objectif stratégique 3).
22. Les objectifs sont les suivants:
- stabiliser les taux de malnutrition aiguë chez les personnes vulnérables;
 - améliorer la consommation alimentaire des ménages ciblés;
 - appuyer la remise en état des avoirs productifs des ménages;
 - doter le Gouvernement de moyens en matière de gestion des risques de catastrophe et renforcer ceux-ci, notamment dans les domaines des services logistiques d'urgence et de l'évaluation des besoins alimentaires d'urgence; et
 - stabiliser les taux de scolarisation dans les écoles bénéficiant d'une assistance.

STRATÉGIE D'INTERVENTION DU PAM

Nature et efficacité de l'assistance apportée jusqu'ici

23. Le PAM est présent au Pakistan depuis 1968. Il a acquis une expérience opérationnelle à l'occasion du séisme de 2005, des interventions menées suite aux inondations et au séisme dans le Sindh et le Baloutchistan en 2007-2008, et de la crise provoquée par la flambée des prix des denrées alimentaires en 2008-2009. Il a également offert son assistance après le déclenchement d'opérations militaires dans les zones tribales sous administration fédérale et la province de Khyber Pakhtunkhwa en 2009¹⁰.
24. La fourniture d'huile végétale enrichie vise à favoriser l'accès des femmes enceintes, des mères allaitantes et des jeunes enfants aux services de santé: dans deux agences des zones tribales sous administration fédérale, les inscriptions dans les unités de santé de base ont augmenté de 60 pour cent¹¹, et les taux de fréquentation et de rétention scolaires se sont accrus. Une évaluation menée en 2008 dans ces zones a fait apparaître une hausse de 140 pour cent des revenus à l'issue du lancement par le PAM d'un projet Vivres contre travail (VCT)¹².

¹⁰ Rapport normalisé sur les projets. 2009

¹¹ Pakistan Initiative for Mothers and Newborns (Initiative du Pakistan en faveur des mères et des nourrissons) et PAM. 2009. *Impact Assessment Study: FATA*. (Étude d'impact: zones tribales sous administration fédérale).

¹² Évaluation du Secrétariat des zones tribales sous administration fédérale. 2010

25. Un programme pilote mis en œuvre par le PAM a confirmé les effets positifs des transferts monétaires vis-à-vis de la crise concernant les personnes déplacées. Il est ressorti d'une évaluation que les transferts monétaires présentaient, par rapport aux distributions directes de vivres, un léger avantage au niveau des coûts, qu'ils servaient dans 70 pour cent des cas à acheter des produits alimentaires et que cette injection de fonds stimulait les marchés. Il était donc préconisé d'utiliser à l'avenir, lorsque cela serait possible, une formule associant distributions de vivres et transferts monétaires.

Grands axes de la stratégie

26. Cette IPSR viendra consolider les opérations du PAM au Pakistan et sera axée sur les zones les plus touchées par l'insécurité alimentaire et les conflits: elle permettra au PAM de répondre aux besoins alimentaires immédiats des personnes déplacées, des personnes de retour chez elles et des communautés, tout en appuyant le redressement à la suite de chocs et en contribuant à la consolidation de la paix.
27. L'intervention a été conçue en concertation avec les homologues gouvernementaux, les organismes des Nations Unies, les ONG partenaires et les missions diplomatiques. Lors de sa conception, une réévaluation de la sécurité alimentaire à l'échelle nationale, une évaluation de la sécurité alimentaire des ménages dans les zones touchées par la crise et une mission visant à élaborer des programmes ont notamment été réalisées. Les districts sont sélectionnés compte tenu de la prévalence de l'insécurité alimentaire, de la présence d'autres formes d'insécurité et de la faiblesse des indicateurs socio-économiques.
28. L'IPSR 200145 a été conçue de manière à ce que toutes les activités de redressement accéléré liées aux inondations lancées dans le cadre de l'opération d'urgence puissent être incorporées. Cette option sera étudiée plus avant une fois l'évaluation des besoins liés aux dégâts achevée.

Composante Secours

29. En février 2010, le PAM était venu en aide à 2,8 millions de personnes touchées par les opérations militaires dans les zones tribales sous administration fédérale et la province de Khyber Pakhtunkhwa¹³. Bien que les chiffres aient baissé après mars 2010, 1,3 million de personnes continuent d'avoir besoin d'une aide pour survivre. Afin d'évaluer les besoins en matière de secours au titre de l'IPSR 200145, on a estimé que 800 000 personnes seraient contraintes de se déplacer.
30. Les personnes de retour chez elles et les personnes déplacées recevront une ration familiale mensuelle pour sept personnes, comprenant des produits enrichis. Une ration de supplémentation sera fournie pour les enfants âgés de moins de cinq ans. Afin de promouvoir la réinstallation, les personnes de retour chez elles continueront à bénéficier d'une assistance pendant six mois; les personnes déplacées recevront une aide pendant leur déplacement en fonction des résultats d'évaluations de la vulnérabilité.
31. Une provision est prévue pour une intervention d'urgence, représentant 10 pour cent de la composante Secours, au cas où il faudrait faire face à une augmentation du nombre des personnes déplacées ou à des catastrophes naturelles localisées nécessitant une assistance extérieure, ou encore intervenir suite à une catastrophe majeure.

¹³ Autorité provinciale chargée de la reconstruction, de la remise en état et des établissements et Autorité provinciale chargée de la gestion des catastrophes. 2009

Composante Redressement

⇒ *Reconstitution accélérée des moyens de subsistance*

32. Cette composante appuiera la reconstitution accélérée et la remise en état de moyens de subsistance durables au profit des personnes de retour chez elles, de celles qui n'ont pas été déplacées et des ménages en situation d'insécurité alimentaire extrême dans les zones touchées par la crise, au moyen d'activités Vivres pour la création d'avoirs auxquelles les personnes concernées participeront pendant 15 jours par mois, au maximum 3 mois par an. Elle appuiera la production de légumes et la remise en état des structures de collecte de l'eau et des routes, et une formation sera dispensée dans les domaines de l'élevage, de l'horticulture et de la sylviculture.
33. Les interventions du PAM favoriseront la participation des femmes aux jardins potagers et à la production de semis, ainsi qu'à des activités Vivres pour la formation (VPF) axées sur les moyens de subsistance des femmes.
34. Les activités relatives aux moyens de subsistance et à la création d'avoirs seront conçues en concertation avec les parties prenantes et mises en œuvre, lorsque cela sera possible, en partenariat avec les communautés, en faisant fond sur les connaissances spécialisées des services gouvernementaux concernés et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Les directives existantes seront étoffées par le PAM et ses partenaires le cas échéant.
35. Il ressort d'une récente évaluation d'un programme pilote de transferts monétaires mené dans un district touché par des affrontements que les bénéficiaires n'ont pas de préférence marquée pour un soutien en nature ou en espèces tant que la valeur suit l'évolution des prix des denrées alimentaires; les transferts monétaires ont un effet positif sur l'économie locale et présentent des avantages sur le plan de la logistique. Des activités Espèces contre travail ne seront mises en œuvre que dans les zones où les marchés sont suffisamment approvisionnés en denrées alimentaires pour subvenir aux besoins immédiats des populations ciblées.
36. Le PAM conduira des études de marché dans certaines zones et procèdera à une évaluation des mécanismes d'exécution en place, comme les banques, pour veiller à ce que les transferts monétaires soient bien effectués. Les initiatives Espèces contre travail viseront à améliorer les avoirs et les moyens de subsistance à la faveur d'activités telles que la remise en état de l'infrastructure et la plantation d'arbres. Des activités Espèces pour la formation pourront être lancées en vue de renforcer les compétences nécessaires à la subsistance.

⇒ *Alimentation scolaire*

37. Le système d'éducation déjà fragile a été mis à rude épreuve dans les régions instables, où les écoles ont été détruites ou contraintes de fermer. La majorité de la population dans ces zones est illettrée: les taux d'alphabétisation des femmes relevés dans cinq des sept agences des zones tribales sous administration fédérale vont de 3 à 14 pour cent¹⁴. Au

¹⁴ Gouvernement pakistanais. 2009. *Seizing the Moment through the Conflict Early Recovery Initial Needs Assessment (CERINA): Early-Recovery Priority Interventions in NWFP/FATA* (Intervenir au bon moment grâce à l'évaluation initiale des besoins en matière de redressement rapide à l'issue d'un conflit: interventions prioritaires dans la province de la Frontière du Nord-Ouest et les zones tribales sous administration fédérale). Disponible à l'adresse: http://www.pdma.gov.pk/documents/Final_CERINA_23_Feb2010.pdf.

niveau national, 47 pour cent des enfants d'âge scolaire terminent le cycle primaire, contre 32 pour cent seulement dans les zones reculées du Baloutchistan¹⁵.

38. L'alimentation scolaire sera mise en place dans les établissements primaires publics en milieu rural, dans l'objectif d'établir un filet de sécurité qui incitera filles et garçons à reprendre le chemin de l'école et à être assidus. Les familles ayant des enfants en primaire (première à cinquième années d'études) recevront trois fois par an une ration à emporter de 50 kilogrammes de farine de blé enrichie. Des biscuits à haute teneur énergétique seront distribués tous les jours de classe aux enfants des écoles maternelles (*katchi*) et primaires. En outre, les filles assidues recevront chaque mois un bidon de 4,5 kilogrammes d'huile enrichie. Un programme de déparasitage sera mis en œuvre en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).
39. Le PAM sollicitera les partenaires afin qu'ils assurent l'approvisionnement en eau et l'assainissement, la formation des enseignants et la fourniture du matériel scolaire nécessaire. La remise en état des écoles endommagées et la construction de murs d'enceinte autour des écoles de filles s'inscriront, chaque fois que cela sera possible, dans le cadre d'activités appuyées par le PAM.

⇒ *Programme de nutrition*

40. Les interventions nutritionnelles visent à stabiliser et à améliorer l'état nutritionnel des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants âgés de moins de 5 ans. Un programme de supplémentation alimentaire généralisée ciblera tous les enfants âgés de 6 à 23 mois: afin de prévenir la malnutrition aiguë en distribuant une ration quotidienne de suppléments nutritionnels prêts à consommer. Un programme de supplémentation alimentaire ciblée prévoyant la distribution d'aliments composés enrichis sera mis en place pour traiter la malnutrition aiguë modérée chez les femmes enceintes et les mères allaitantes atteintes de malnutrition dont le périmètre brachial est inférieur à 21,9 centimètres et chez les enfants âgés de 6 à 59 mois dont le périmètre brachial se situe entre 11 et 12,4 centimètres. Les activités nutritionnelles permettront aux femmes d'utiliser les services de santé.
41. Chaque fois que possible, ces activités seront associées à l'éducation sanitaire et nutritionnelle, assurée par les unités de santé de base, le système Lady Health Workers (les femmes agents sanitaires) et la People's Primary Health Care Initiative (initiative relative aux soins de santé primaires).

⇒ *Appui au développement des capacités*

42. Le PAM adoptera une approche en deux axes vis-à-vis du renforcement des capacités de gestion des risques de catastrophe: i) le renforcement des capacités institutionnelles dans les domaines des services logistiques et des télécommunications d'urgence, et de la préparation, de la planification et de l'intervention en cas de crise; et ii) la gestion des risques de catastrophe au niveau des communautés. Cette approche tiendra compte des priorités du Gouvernement et sera suivie parallèlement au programme commun de gestion des risques de catastrophe relevant de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Les principaux partenaires seront l'Agence nationale de gestion des catastrophes et les structures de contrepartie au niveau provincial.

¹⁵ Bureau fédéral des statistiques. 2008. *Pakistan Social and Living Standards Measurement Survey, 2007-08* (Enquête sur le niveau social et les conditions de vie au Pakistan, 2007/08). Islamabad.

43. Le PAM renforcera les capacités de l'industrie alimentaire en continuant à acheter localement à des prix compétitifs des biscuits à haute teneur énergétique, de la farine de blé et des suppléments nutritionnels prêts à consommer. Les achats locaux aident aussi le Gouvernement à améliorer les normes de sécurité alimentaire.
44. Le budget de l'IPSR 200145 prévoit un montant modique destiné à permettre au PAM de faire appel à des experts nationaux pour des périodes de courte durée afin d'assurer la qualité technique de ses interventions. Les compétences internes appropriées seront utilisées pour assurer le contrôle de la qualité dans le cadre des activités relatives aux moyens de subsistance appuyées par des transferts monétaires.

Transfert des responsabilités

45. Le PAM supprimera progressivement la composante Secours lorsque les personnes déplacées se seront réinstallées. La reconstitution accélérée des moyens de subsistance et l'alimentation scolaire à titre de mesure de protection sociale seront des interventions à court terme qui seront intégrées au plan d'action fondé sur l'évaluation des besoins après la crise. Le programme de nutrition devrait être progressivement réduit dès que les taux de malnutrition le permettront.
46. Le programme d'alimentation scolaire du PAM restera nécessaire dans les zones ciblées pour encourager les familles à envoyer leurs enfants à l'école, en particulier les filles. La Commission de planification du Gouvernement a élaboré un projet de programme de nutrition scolaire, mais l'exécution de celui-ci a été reportée en raison de restrictions budgétaires.
47. Le PAM continuera, à la demande du Gouvernement, de fournir une assistance technique pour les questions touchant la sécurité alimentaire, notamment dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire décentralisés.

BÉNÉFICIAIRES ET CIBLAGE

48. Pendant les premières phases des déplacements de population, des rations de secours seront distribuées à toutes les personnes immatriculées par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), après vérification par l'Agence nationale chargée des registres et de la base de données pour éviter les doublons. Par la suite, le PAM ne ciblera que les personnes déplacées répertoriées dans la catégorie des personnes vulnérables à l'issue d'un exercice d'analyse de la vulnérabilité mené conjointement par des organismes des Nations Unies: les évaluations ont débuté en juin 2010 et se répèteront à intervalles réguliers.
49. La sélection des zones d'intervention, des groupes de population et des types d'assistance reposera sur divers facteurs: insécurité alimentaire extrême, situation de conflit et faiblesse des indicateurs se rapportant à l'éducation et à la santé et à la nutrition maternelles et infantiles. Chaque fois que possible, le PAM offrira son appui sous forme intégrée.
50. La composante relative aux moyens de subsistance couvrira les cinq districts en situation d'insécurité alimentaire extrême dans la province de Khyber Pakhtunkhwa et les sept agences des zones tribales sous administration fédérale touchées par la crise et des déplacements à grande échelle. L'exécution sera échelonnée: pendant la première phase, la priorité sera donnée aux zones le plus durement touchées par les troubles sociaux, puis les activités seront progressivement étendues aux autres zones en fonction des possibilités

d'accès et des conditions de sécurité. L'envergure et les composantes du programme varieront selon les besoins des communautés. Les principaux groupes cibles seront les personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire, principalement les petits exploitants (cultivant moins d'un demi-hectare), les ménages vivant de l'agriculture et de l'élevage, les familles nombreuses comptant des chômeurs, les ménages ayant une femme à leur tête et les ménages sans terre.

51. La planification des programmes appuyés par des transferts monétaires reposera sur des analyses des marchés qui permettront de déterminer les zones et les bénéficiaires à cibler. Le salaire journalier sera établi entre 10 et 20 pour cent en-dessous du taux en vigueur pour veiller à ce que ne participent que les personnes les plus défavorisées sur le plan économique. Le marché et les possibilités d'emploi seront fréquemment étudiés afin de faire en sorte que les salaires restent à un niveau adéquat.
52. Les écoles primaires publiques qui sont accessibles et comptent au moins un enseignant seront couvertes par le programme dans 15 districts du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan, les sept agences des zones tribales sous administration fédérale et une région frontalière¹⁶; un district du Sindh sera pris en compte au titre du programme conjoint pour l'éducation mis en place dans le cadre de l'initiative Unité d'action des Nations Unies. Le taux net de scolarisation dans le primaire pour les districts ciblés est inférieur à la moyenne nationale, qui est de 66 pour cent¹⁷. La portée des opérations pourrait être limitée pour des raisons de sécurité. Afin de maintenir la cohésion sociale dans les zones tribales, le PAM continuera d'appuyer 4 000 filles inscrites au collège dans les zones tribales sous administration fédérale et qui avaient reçu un soutien dans le cadre de l'opération précédente.
53. Des activités nutritionnelles seront mises en œuvre dans 13 districts du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan ainsi que dans les sept agences des zones tribales sous administration fédérale couvertes par la composante Alimentation scolaire, dans le but de promouvoir une approche fondée sur le cycle de vie. L'envergure du programme sera conditionnée par l'existence d'unités de santé de base, la disponibilité de personnel et les possibilités de partenariat avec les contreparties gouvernementales, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), d'autres organismes des Nations Unies et des ONG.
54. La composante Redressement comporte de multiples activités, ce qui signifie que des chevauchements entre groupes de bénéficiaires pourront se produire. Néanmoins ces chevauchements devraient être minimes compte tenu de l'échelle réduite des initiatives touchant les moyens de subsistance et la nutrition, dont la durée sera brève; des rations enrichies ne sont distribuées que pour remédier à des problèmes nutritionnels spécifiques.

¹⁶ Les six régions frontalières situées au sud-ouest de Peshawar portent le nom des districts adjacents : région frontalière de Peshawar; région frontalière de Kohat; région frontalière de Bannu; région frontalière de Lakki Marwat; région frontalière de Tank; et région frontalière de Dera Ismail Khan.

¹⁷ UNICEF. 2010. *La situation des enfants dans le monde. Numéro spécial. Célébrer les 20 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant*. New York.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ			
	Bénéficiaires		
Activités	Hommes/garçons	Femmes/ filles	Total
Composante secours (personnes déplacées, réfugiés de retour depuis 6 mois ou moins)			
Distribution générale de vivres	408 000	392 000	800 000
Composante redressement accéléré (personnes de retour depuis plus de six mois, zones touchées par la crise et autres groupes en situation d'insécurité alimentaire)			
Reconstitution accélérée des moyens de subsistance (bénéficiaires de distributions de vivres)	928 000	891 000	1 819 000
Reconstitution accélérée des moyens de subsistance (bénéficiaires de transferts monétaires)	459 000	441 000	900 000
Alimentation scolaire – élèves ¹⁸	593 000	569 000	1 162 000
Protection sociale/alimentation scolaire – membres des familles	1 860 000	1 787 000	3 647 000
Programme de nutrition	385 000	797 000	1 182 000
TOTAL	4 633 000	4 877 000	9 510 000

ASPECTS NUTRITIONNELS ET RATIONS

55. La ration familiale au titre des secours fournira un apport de 2 100 kilocalories par jour et par personne et comprendra notamment du sucre et du thé, qui occupent une place importante dans le régime alimentaire local et ont été demandés par les bénéficiaires. Une ration complémentaire composée de biscuits à haute teneur énergétique et de suppléments nutritionnels prêts à consommer sera distribuée aux enfants âgés de moins de 5 ans.
56. Pour pallier les carences en micronutriments, le blé sera moulu et enrichi localement avec un prémélange de fer, de folate et d'autres vitamines et minéraux. L'huile végétale est enrichie en vitamines A et D, tandis que les biscuits sont enrichis en vitamines A, B1, B2 et C ainsi qu'en niacine, acide folique, calcium, fer et zinc. Le sel iodé peut être acheté dans le pays. Des aliments composés enrichis seront aussi fournis au titre de la composante Nutrition.

¹⁸ On estime que 75 à 80 pour cent des élèves des écoles primaires recevront une ration à emporter de farine de blé enrichie, car une seule ration par ménage sera distribuée.

TABLEAU 2: RATION JOURNALIÈRE/TRANSFERT, PAR ACTIVITÉ (g/personne/jour)*

Type de produits alimentaires/ transferts monétaires et bons d'alimentation	Secours		Redressement accéléré					
	Distri- bution générale de vivres	Supplé- mentation alimen- taire généra- lisée	Alimenta- tion scolaire		Programme de nutrition			Activités liées aux moyens de subsistance
			Alimen- tation sur place	Ration à emporter	Programme de supplémen- tation alimentaire (femmes enceintes et mères allaitantes)	Programme de supplémen- tation alimentaire (enfants de 6 à 59 mois)	Supplémen- tation alimentaire généralisée (enfants de 6 à 23 mois)	
Blé/farine/blé enrichi	444	–	–	80	–	–	–	476
Légumes secs	44	–	–	–	–	–	–	–
Huile végétale	26	–	–	21	50	–	–	21
Sel	7	–	–	–	–	–	–	–
Sucre	26	–	–	–	–	–	–	–
Thé noir	2	–	–	–	–	–	–	–
Biscuits à haute teneur énergétique	–	75**	75***	–	–	–	–	–
Suppléments nutritionnels prêts à consommer	–	50	–	–	–	–	50	–
Aliments composés	–	–	–	–	250	250	–	–
Transferts monétaires/bons d'alimentation (dollars/famille/mois)	–	–	–	–	–	–	–	37
TOTAL	547	125	75	101	300	250	50	497
Nombre total de kcal/jour	2 031	260	338	466	1 505	1 063	260	1 852
Pourcentage de kcal protéiques	12,2	14	10,7	7,9	10	14,1	14	11,8
Pourcentage de kcal lipidiques	14,7	23	30	42,9	39	12,7	32	13,7

* Les bénéficiaires recevront des rations familiales pour sept personnes.

** Pour les enfants âgés de 2 à 12 ans.

*** Pendant 210 jours d'école par an en moyenne.

57. Le montant du transfert monétaire correspondra à la valeur de l'assortiment alimentaire du PAM, qui représente 80 % des salaires en espèces en vigueur.

TABLEAU 3: TOTAL DES PRODUITS ALIMENTAIRES /TRANSFERTS MONÉTAIRES ET BONS D'ALIMENTATION REQUIS, PAR ACTIVITÉ (en tonnes)

Type de produit alimentaire/transferts monétaires et bons d'alimentation	Secours	Alimentation scolaire	Nutrition	Reconstitution accélérée des moyens de subsistance	Total (en tonnes)
Céréales	275 667	173 216	–	77 956	526 839
Légumes secs	27 154	–	–	–	27 154
Huile végétale	16 293	24 656	7 689	3 508	52 146
Sel	4 526	–	–	–	4 526
Sucre	15 086	–	–	–	15 086
Thé noir	1 207	–	–	–	1 207
Biscuits à haute teneur énergétique	13 577	33 306	–	–	46 883
Suppléments nutritionnels prêts à consommer	4 526	–	5 265	–	9 791
Aliments composés	–	–	8 419	–	8 419
TOTAL	358 036	231 178	21 373	81 464	692 051
Transferts monétaires/ bons d'alimentation (en dollars)	–	–	–	14 270 826	14 270 826

MODALITÉS D'EXÉCUTION

58. Le PAM utilise un processus d'enregistrement mis en place conjointement par le HCR et le Département de la protection sociale pour les personnes déplacées. Les distributions se font compte tenu des données collectés par l'Agence nationale chargée des registres et de la base de données, afin d'éviter tout double compte. L'Autorité provinciale chargée de la reconstruction, de la remise en état et des établissements et l'Autorité provinciale chargée de la gestion des catastrophes assurent la coordination des travaux des parties concernées.

59. En ce qui concerne les activités visant à la reconstitution accélérée des moyens de subsistance, les organisations communautaires seront associées à la sélection tant des activités elles-mêmes que des bénéficiaires.

60. La mesure d'incitation supplémentaire prévue pour les filles des écoles secondaires a pour objectif de remédier au déséquilibre entre les sexes dans le domaine de l'accès à l'éducation. Là où les circonstances s'y prêteront, le PAM s'emploiera avec les communautés et les partenaires à sensibiliser l'opinion à la problématique hommes-femmes.

61. Le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture assure la coordination, définit les lignes d'action et assure l'encadrement technique. Le Département des affaires économiques veille à faire concorder les mesures prises avec les initiatives menées par les organismes des Nations Unies et les politiques nationales. L'Agence nationale de gestion des catastrophes coordonne toutes les interventions humanitaires.
62. Aux niveaux fédéral et provincial, les décisions touchant les activités de secours et de redressement accéléré seront prises en partenariat avec l'Agence nationale de gestion des catastrophes, l'Autorité provinciale chargée de la gestion des catastrophes et l'Autorité provinciale chargée de la reconstruction, de la remise en état et des établissements. Le PAM continuera de collaborer avec le HCR pour assurer les secours, avec l'UNICEF pour ce qui a trait à la nutrition, avec la FAO pour mener à bien les activités touchant la reconstitution accélérée des moyens de subsistance, avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'UNICEF pour ce qui concerne l'éducation, et avec l'OMS pour exécuter le programme de déparasitage dans les écoles.
63. Les Ministères de la santé, de l'éducation, des forêts et de l'agriculture seront sollicités pour veiller à ce que les activités respectent les normes techniques en vigueur et soient menées en coordination avec les autorités de district. Le soutien des notables tribaux sera essentiel: des agents politiques les consulteront en vue de renforcer l'accès et la réceptivité. Dans la mesure du possible, le PAM chargera des ONG de répertorier les besoins.
64. Le PAM renforcera les partenariats avec les donateurs et s'emploiera à déterminer comment coordonner leurs programmes et les activités qu'il appuie. Il renforcera aussi les partenariats avec des ONG pour mener à bien les programmes dans les zones touchées par la crise, et il fournira une assistance technique afin de donner plus de moyens au Gouvernement et aux autres partenaires, par exemple dans les domaines de la gestion des produits alimentaires, de la logistique et de l'analyse de la vulnérabilité.
65. Les orientations techniques émanant des services compétents des provinces et des zones tribales sous administration fédérale et d'autres sources permettront de veiller à ce que les activités ayant trait aux moyens de subsistance ne nuisent pas à l'environnement. Le PAM fera appel à des experts de divers ministères et de la FAO pour élaborer des directives visant à subvenir aux besoins dans les zones ciblées.
66. Le PAM s'attachera aussi à établir des partenariats avec les services gouvernementaux appropriés, la FAO et les donateurs bilatéraux afin d'appuyer les activités liées à la sécurité alimentaire, comme la fourniture de semences et d'autres articles non alimentaires. Lorsqu'il ne sera pas possible de trouver de partenaire, le PAM ne distribuera que des articles non alimentaires. Pour ce qui est de la composante Alimentation scolaire, certaines écoles recevront des récipients destinés au stockage des biscuits à haute teneur énergétique.

Dispositions logistiques

67. Les produits alimentaires seront achetés localement lorsque cela sera rentable, ou bien importés par les ports de Karachi, Qassim ou Gwadar. Des plates-formes d'éclatement logistique ont été établies à Peshawar, Quetta et Karachi, où les denrées seront emmagasinées avant d'être acheminées aux points de livraison avancés. Ceux-ci seront administrés par des membres du personnel du PAM ou par des partenaires d'exécution, en fonction des restrictions liées à la sécurité. Des transporteurs locaux assureront la livraison des denrées à partir des ports et des entrepôts jusqu'aux plates-formes d'éclatement logistique. Les procédures de mouture et d'enrichissement seront soumises à un système de suivi et de certification.

68. Le PAM établira une nouvelle base logistique pour remplacer celle de Pirpiai, qui a été endommagée lors des inondations. Elle pourra être utilisée par les homologues gouvernementaux et les organismes des Nations Unies.
69. Le PAM appuiera l'Agence nationale de gestion des catastrophes et l'Autorité provinciale chargée de la gestion des catastrophes en leur fournissant des services et du matériel de secours afin qu'elles soient mieux préparées aux situations d'urgence et plus à même d'y faire face. Les plates-formes d'éclatement logistique dans les provinces septentrionales et à Quetta, qui sont la cheville ouvrière des opérations du PAM et des activités de transit vers l'Afghanistan, fourniront elles aussi des services et assureront le prépositionnement d'articles de secours.
70. Suite aux inondations, des plates-formes d'éclatement logistique supplémentaires ont été établies à Sukkur, Multan, Gilgit et Muzaffarabad. Le PAM prévoit d'en mettre en place deux autres pour renforcer la capacité d'intervention du Gouvernement et de la communauté d'aide humanitaire en cas de situation d'urgence.
71. On prévoit que les coûts de transport terrestre, d'entreposage et de manutention s'élèveront à 89,5 dollars par tonne. Un système a été mis en place à Islamabad, Karachi, Peshawar et Quetta pour assurer le suivi du mouvement des vivres et veiller à ce qu'il en soit rendu compte.

SUIVI DE LA PERFORMANCE

72. Lorsque les conditions de sécurité le permettront, le PAM assurera un suivi par contact direct avec les bénéficiaires pour veiller à la transparence et remédier aux problèmes touchant l'exécution. Dans les zones où l'accès du personnel des Nations Unies est restreint, le suivi continuera d'être confié à des ONG.
73. Les données sur le nombre des bénéficiaires et les vivres distribués seront fournies par les partenaires coopérants et vérifiées par le PAM. Le système de suivi en ligne des distributions sera étendu aux activités de redressement rapide afin de veiller à ce que les bénéficiaires prévus reçoivent les rations; ce système permet aussi au PAM d'obtenir en temps réel des informations sur l'assistance fournie et de calculer les dépenses.
74. Le PAM utilisera les outils dont il dispose pour assurer la coordination du suivi et recoupera les informations avec celles provenant de sources telles que le suivi par contact direct avec les bénéficiaires. La base de données en ligne sur le suivi facilitera le contrôle des rapports sur les distributions et des informations touchant le suivi. L'analyse régulière des prix du marché sera liée aux plans de secours, par exemple en vue d'un éventuel ajustement du montant des transferts monétaires. L'analyse du marché sera complétée par un suivi sur place. Les rapports financiers établis par des partenaires d'exécution, comme des banques, permettront d'assurer un suivi transparent et fiable des remises d'espèces.
75. Un bilan de la situation en matière de sécurité alimentaire, de nutrition, d'éducation et de moyens de subsistance sera dressé au moyen d'évaluations de référence, et l'évolution sera suivie grâce à des enquêtes annuelles sur les effets directs. On s'attachera tout particulièrement à mettre en évidence la contribution de l'assistance du PAM aux changements observés. Le PAM étudiera les possibilités de partenariat avec des instituts de recherche pour évaluer l'incidence de l'assistance alimentaire et des programmes de transferts monétaires et de bons d'alimentation.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PRÉPARATION AUX SITUATIONS D'URGENCE

76. Pour atténuer les risques du point de vue de la responsabilité liés aux pertes et aux détournements éventuels de denrées alimentaires, les ONG nationales partenaires ont reçu une formation. Les ONG chargées de la distribution des vivres ne participent pas au suivi pour éviter les conflits d'intérêts. Le suivi des marchés des denrées alimentaires aidera à suivre l'évolution de la sécurité alimentaire et à détecter les cas dans lesquels l'aide alimentaire serait vendue ou détournée.
77. Le PAM établira une unité qui sera chargée de veiller à l'application des règles et directives en vigueur en matière de passation de marchés, de gestion financière et d'administration du personnel, en vue d'atténuer les risques associés à la gestion d'opérations d'assistance complexes.
78. Le PAM est en train d'élargir la gamme de ses fournisseurs d'aliments enrichis et de services nécessaires à ses opérations afin de réduire le risque de défaillance et d'accroître la concurrence et la transparence.
79. Dans les situations marquées par la violence et des déplacements de populations, il existe toujours le risque que les pourvoyeurs de secours soient perçus comme favorisant l'une des parties. Pour veiller à ce que son assistance soit fournie conformément aux principes humanitaires, le PAM prend soin de sélectionner des partenaires d'exécution et des sites de distribution de vivres neutres, et de s'entretenir régulièrement avec les responsables communautaires de l'aide humanitaire; il assure en outre la formation de son personnel et des partenaires d'exécution à ces questions. Selon la situation, il pourra falloir, pour que les secours humanitaires puissent être acheminés, prendre des mesures de confiance ou entamer des négociations coordonnées par l'Équipe de pays des Nations Unies.
80. Le PAM continuera de prendre part à tous les plans d'intervention d'urgence établis conjointement par le système des Nations Unies et le Gouvernement afin de détecter les risques, d'élaborer des interventions et de coordonner les activités devant être menées en cas de crise.

SÉCURITÉ

81. Le rôle du Système de gestion de la sécurité des organismes des Nations Unies au Pakistan – dont le PAM fait partie – est de faire face aux menaces et de permettre la poursuite des opérations grâce à des protocoles qui régissent les déplacements du personnel dans divers lieux, et prévoient la mise en place de mesures de défense sur tous les sites opérationnels et le respect des directives. Tous les membres du personnel ont suivi la formation obligatoire de l'Organisation des Nations Unies en matière de sécurité, et une formation supplémentaire est dispensée aux agents travaillant dans des zones reculées. Le PAM participe aux travaux de l'Équipe de coordination du dispositif de sécurité des Nations Unies, dont il suit toutes les recommandations.
82. La situation sécuritaire dans la province de Khyber Pakhtunkhwa et les zones tribales sous administration fédérale reste instable. De nombreuses zones sont devenues plus accessibles ces derniers mois, mais la menace d'attentats à la bombe, d'attaques et d'enlèvements demeure élevée. La sécurité dans le Baloutchistan s'est détériorée et les attaques perpétrées par des groupes d'opposition armés de plus en plus nombreux rendent

la situation encore plus imprévisible. Il est essentiel d'adopter une approche opérationnelle souple vis-à-vis de l'exécution des programmes dans le Baloutchistan et les zones tribales sous administration fédérale.

83. La dernière évaluation des risques d'ordre sécuritaire a mis en évidence la nécessité de veiller à ce que les installations, les programmes et les missions des Nations Unies soient protégés des attentats terroristes. Après l'attaque perpétrée contre son bureau à Islamabad en octobre 2009 et suite au déclenchement de la phase de sécurité IV dans le Khyber Pakhtunkhwa et les zones tribales sous administration fédérale, le PAM a mis en place une série de mesures de sécurité sur son périmètre opérationnel. Tous ses locaux ont été mis aux normes minimales de sécurité opérationnelle, et du matériel de défense supplémentaire est en train d'être acheté.
84. L'évaluation a également révélé que le Khyber Pakhtunkhwa et les zones tribales sous administration fédérale demeureraient instables. Le PAM mettra en place un système consistant à organiser des missions d'évaluation associant des membres du personnel des unités responsables des programmes, de la logistique et de la sécurité, dans le but de déterminer comment protéger le personnel en charge des opérations. Le PAM emploie des véhicules blindés, assure un suivi des déplacements, dispense une formation en matière de sécurité, et administre des systèmes de communication de grande portée et un dispositif de relais à l'échelle du pays pour les questions de sécurité. La priorité est donnée au renforcement des mesures de sécurité sur les sites des pôles humanitaires. Un forum sur la sécurité a été mis en place pour tous les partenaires coopérants dans le Khyber Pakhtunkhwa et les zones tribales sous administration fédérale pour appuyer le personnel en poste dans les endroits reculés; le PAM a resserré sa collaboration avec le Département de la sûreté et de la sécurité de l'Organisation des Nations Unies dans le but d'assurer au mieux la sécurité du personnel et des bénéficiaires.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION POUR LE PAM			
Produits alimentaires ¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars/tonnes)	Valeur (en dollars)
Céréales	526 839	342	180 387 650
Légumes secs	27 154	420	11 401 665
Huile végétale	52 146	1 133	59 093 085
Sel	4 526	80	362 056
Sucre	15 086	697	10 516 114
Thé noir	1 207	2 850	3 439 554
Biscuits à haute teneur énergétique	46 883	1 250	58 603 938
Suppléments nutritionnels prêts à consommer	9 791	3 637	35 608 472
Aliments composés enrichis	8 419	580	4 883 020
Total, produits alimentaires	692 051		364 295 554
Transferts monétaires			14 270 826
Total partiel, produits alimentaires et transferts monétaires			378 566 380
Transport extérieur			30 122 118
Transport terrestre, entreposage et manutention			61 966 273
Autres coûts opérationnels directs			50 582 398
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B)			59 296 471
Total, coûts opérationnels directs			580 533 640
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			40 637 355
TOTAL DES COÛTS POUR LE PAM			621 170 995

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif mentionné à titre d'information. L'allocation annuelle au titre des coûts d'appui directs est réexaminée chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés sur le plan international	17 142 480
Administrateurs recrutés sur le plan national	1 771 025
Agents des services généraux recrutés sur le plan local	1 772 709
Personnel temporaire recruté sur le plan local	4 981 925
Heures supplémentaires du personnel recruté sur le plan local	484 069
Prime de risque et prime de sujétion	5 877 971
Consultants internationaux	520 000
Consultants nationaux	210 000
Volontaires des Nations Unies	86 400
Voyages officiels du personnel	4 723 390
Total partiel	37 569 969
Dépenses récurrentes	
Location des locaux	1 770 197
Charges (électricité, etc.)	697 899
Fournitures de bureau et autres consommables	240 110
Services de télécommunication	1 442 277
Réparation et entretien du matériel	121 309
Entretien et frais d'exploitation des véhicules	949 509
Aménagement des bureaux et réparations	2 187 401
Prestations d'organismes des Nations Unies	1 130 578
Total partiel	8 539 280
Dépenses de matériel et d'équipement	
Location des véhicules	1 009 800
Équipement (télécommunications)	3 795 650
Sécurité locale	8 381 772
Total partiel	13 187 222
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	59 296 471

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 Stabilisation de la malnutrition aiguë parmi les populations ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence d'un périmètre brachial faible stabilisé aux niveaux d'avant la crise chez les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de 5 ans, pour 80% de la population ciblée ➤ Taux de récupération grâce à la supplémentation alimentaire >75%, taux par défaut, <15%, taux de mortalité <3% ➤ Couverture de la supplémentation alimentaire >50% 	L'accessibilité est liée à l'insécurité Les donateurs fournissent un financement en temps utile L'approvisionnement en alimentation de supplémentation enrichie est suffisant Les maris et autres membres de la famille autorisent les femmes à se rendre dans les centres de santé On dénombre suffisamment de femmes agents de santé dans les structures sanitaires et les communautés rurales
Effet direct 1.2 Amélioration de la consommation alimentaire de la population ciblée au cours de la période d'assistance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable supérieure à 80 % de la population ciblée 	
Produits 1.1/2 Distribution en quantité suffisante et en toute sécurité de produits alimentaires de qualité aux populations ciblées	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, hommes, filles et garçons recevant une assistance alimentaire, en pourcentage des chiffres prévus, par mode de distribution et par produit ➤ Nombre de centres de santé couverts par les programmes de nutrition du PAM dans les zones ciblées ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type de produit, en pourcentage des quantités prévues ➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement, en pourcentage du total, par type de produit (enrichi/non enrichi) ➤ Pourcentage de bénéficiaires exprimant des craintes quant à la qualité des produits alimentaires distribués ➤ Pourcentage des points de distribution où des mesures de sécurité adéquates ont été prises ➤ Nombre d'incidents liés à la sécurité 	Les conditions de sécurité permettent l'accès Des partenaires d'exécution sont disponibles Les partenaires coopérants respectent les critères de sélection/ciblage
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 2.1 Mise en place de mesures de gestion des risques de catastrophe par le Gouvernement et offre par le PAM d'un appui en vue du renforcement des capacités	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indice de préparation aux catastrophes 	Les conditions de sécurité permettent l'accès Des capacités nationales adéquates sont en place

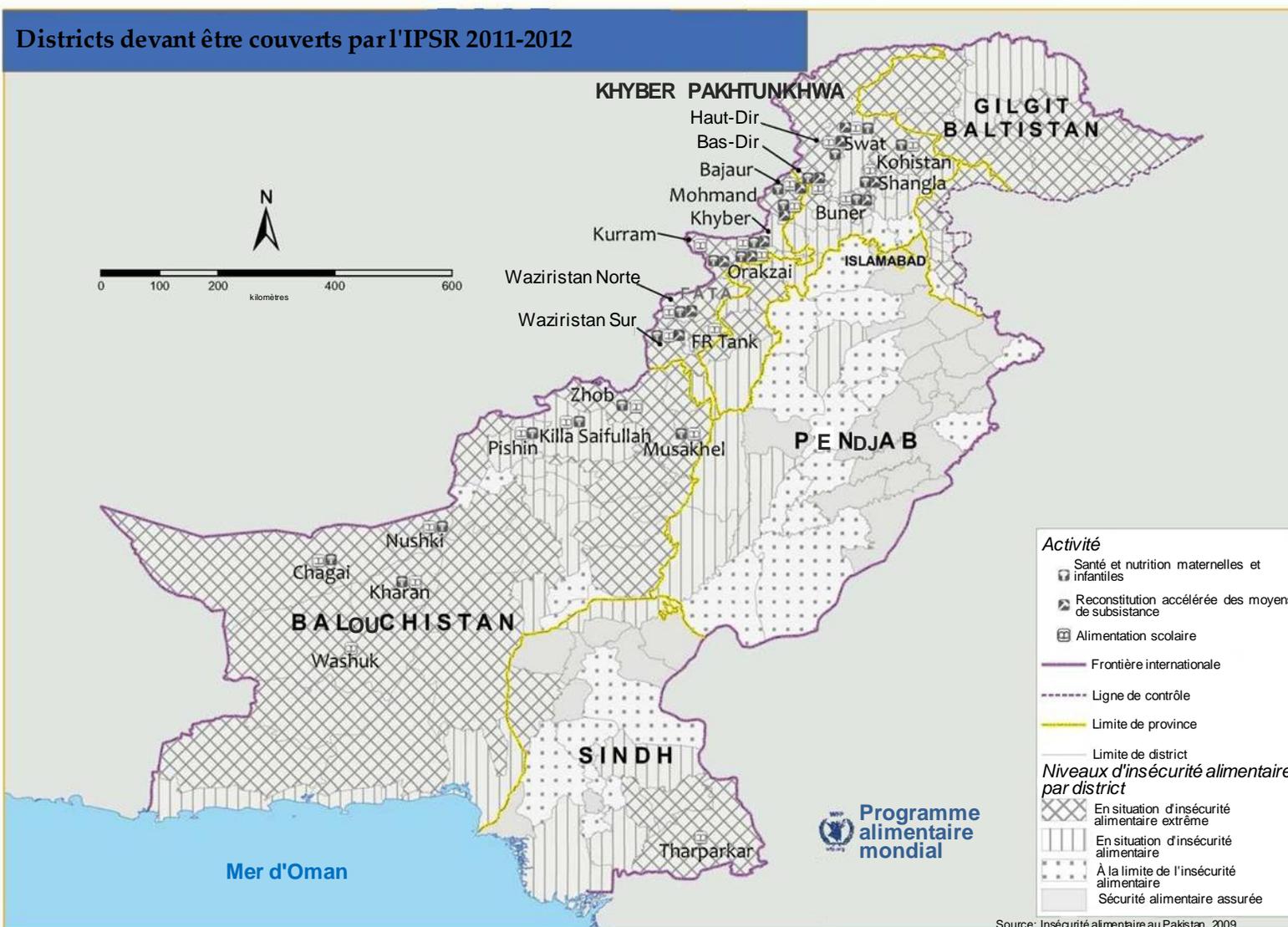


ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
<p>Produit 2.1 Lancement de mesures visant à atténuer les effets des catastrophes et offre par le PAM d'un appui en vue du renforcement des capacités</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de membres du personnel des bureaux chargés de la gestion des catastrophes ayant reçu une formation 	
<p>Objectif stratégique 3: Remettre sur pied les communautés et reconstituer leurs moyens de subsistance après un conflit ou une catastrophe ou dans les périodes de transition</p>		
<p>Effet direct 3.1 Stabilisation de la consommation alimentaire des ménages et des communautés ciblées au cours de la période d'assistance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Proportion de ménages ayant un score de consommation alimentaire acceptable supérieure à 80 % de la population ciblée 	<p>Les conditions de sécurité permettent l'accès</p> <p>Toutes les écoles fonctionnent et les enfants vont en classe</p> <p>Les mesures prises par le PAM incitent les enfants à aller à l'école et favorisent la rétention scolaire</p>
<p>Effet direct 3.2 Stabilisation du taux de scolarisation des filles et des garçons dans les écoles aidées par le PAM dans les zones touchées au niveau d'avant la crise et resserrement de l'écart entre ce taux et la moyenne nationale</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Taux de rétention, de scolarisation et d'assiduité nets des filles et des garçons de retour aux niveaux d'avant la crise dans 80 % des écoles aidées par le PAM ➤ Ratio garçons /filles dans les écoles aidées par le PAM 	<p>Les conditions de sécurité permettent l'accès</p> <p>Les produits alimentaires sont disponibles en quantité suffisante</p> <p>Des partenaires d'exécution sont disponibles</p>
<p>Produits 3.1/2 Distribution en quantité suffisante de produits alimentaires de qualité aux écoliers et aux ménages ciblés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de filles et de garçons recevant des rations à emporter, en pourcentage des chiffres prévus ➤ Nombre de filles et de garçons en maternelle et dans le primaire recevant des biscuits à haute teneur énergétique, en pourcentage des chiffres prévus ➤ Nombre de filles et de garçons recevant un traitement vermifuge dans les écoles aidées par le PAM ➤ Nombre d'écoles aidées par le PAM ➤ Nombre de familles recevant des rations à emporter ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, en pourcentage des quantités prévues, par type de produit ➤ Quantité de produits alimentaires achetés localement, en pourcentage du total des vivres achetés, par type de produit (enrichi/non enrichi) ➤ Pourcentage de bénéficiaires se disant soucieux de la qualité des produits alimentaires distribués 	<p>Les conditions de sécurité permettent l'accès</p> <p>Les produits alimentaires sont disponibles en quantité suffisante</p> <p>Des partenaires d'exécution sont disponibles</p>

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Risques et hypothèses
Effet direct 3.3 Remise à la disposition des ménages ciblés d'avoires productifs utiles dans des situations de transition fragiles	➤ Accès à des avoires productifs utiles amélioré pour 80 % des ménages ciblés, mesuré grâce au score des communautés en termes d'avoires	Les conditions de sécurité permettent l'accès Des partenaires d'exécution sont disponibles
Produit 3.3.1 Remise en état d'avoires productifs utiles par les ménages touchés par la crise	➤ Nombre d'avoires créés ou remis en état au niveau des ménages ➤ Nombre de personnes (femmes et hommes) participant à des activités Vivres contre travail et Espèces contre travail	Les conditions de sécurité permettent l'accès Les produits alimentaires sont disponibles en quantité suffisante
Produit 3.3.2 Distribution en temps voulu de quantités suffisantes de vivres de qualité et d'espèces aux populations ciblées	➤ Nombre de bénéficiaires (hommes, garçons, femmes et filles) recevant une assistance sous forme de vivres et d'espèces, en pourcentage des chiffres prévus pour chaque modalité ➤ Quantité de vivres et d'espèces distribués au titre des activités Vivres contre travail et Espèces contre travail, par type de produit et en pourcentage des quantités prévues pour chaque modalité ➤ Pourcentage de bénéficiaires se disant soucieux de la qualité des produits alimentaires distribués	Les maris et autres membres de la famille autorisent les femmes à participer aux activités



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMD	objectifs du Millénaire pour le développement
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPF	Vivres pour la formation